

BEL

Société anonyme

2, Allée de Longchamp

92150 SURESNES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

GRANT THORNTON
29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine
S.A.S. au capital de 2 297 184 €
632 013 843 RCS Nanterre

DELOITTE & ASSOCIES
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre

BEL

Société anonyme

2, Allée de Longchamp

92150 SURESNES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée générale de la société BEL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BEL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation de la valeur d'inventaire des titres de participation <i>Note 1.3 « Règles et méthodes comptables - Immobilisations financières »</i>	
Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2020, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 1 245 millions d'euros, soit 39% du total de l'actif. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition.</p> <p>Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'utilité est déterminée sur la base de projections de flux de trésorerie issues des données budgétaires à cinq ans des filiales.</p> <p>Compte tenu du poids des titres de participation au bilan et de la sensibilité des modèles d'évaluation aux hypothèses retenues dans la détermination des flux de trésorerie, nous avons considéré l'évaluation de la valeur d'inventaire des titres de participation comme un point clé de notre audit.</p>	<p>Notre appréciation de l'évaluation de la valeur d'inventaire des titres de participation est fondée sur le processus mis en place par la Société pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participation.</p> <p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la concordance des quotes-parts de situation nette retenues par la Société avec les états financiers des différentes sociétés ; • lorsque la quote-part de situation nette est inférieure à la valeur des titres, obtenir les prévisions de flux de trésorerie des entités concernées et les rapprocher des plans d'affaires des filiales ; • vérifier la cohérence des hypothèses retenues dans la détermination des flux de trésorerie avec l'historique de performances du Groupe et des entités, et conforter, notamment par entretiens avec les responsables financiers de chaque zone géographique, les perspectives futures de croissance.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4, L. 22-10-10 et L. 22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président-Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BEL par les Assemblées générales du 25 juin 1998 pour Deloitte & Associés et du 12 mai 2010 pour Grant Thornton.

Au 31 décembre 2020, Deloitte & Associés était dans la 29^{ème} année de sa mission sans interruption, compte tenu des acquisitions ou fusions de cabinets intervenus antérieurement à cette date, et Grant Thornton dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 31 mars 2021

Les commissaires aux comptes

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton International



Virginie PALETHORPE

DELOITTE & ASSOCIES



Jean-Pierre AGAZZI

ÉTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020

Comptes annuels au 31 décembre 2020

(en milliers d'euros)	Notes	2020	2019
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de marchandises		106 984	97 751
Production vendue			
• ventes		1 170 132	1 176 379
• travaux			
• prestations de services			
• produits des activités annexes		46 340	42 938
TOTAL PRODUCTION VENDUE		1 216 472	1 219 317
MONTANT DU CHIFFRE D'AFFAIRES (DONT À L'EXPORTATION : 686 633)	3	1 323 456	1 317 068
Production stockée			
• en-cours de production de biens			
• en-cours de production de services		1 014	986
• produits		1 753	(3 732)
TOTAL PRODUCTION STOCKÉE		2 767	(2 746)
Production immobilisée		7 761	4 126
Subventions d'exploitation		22	122
Reprises sur provisions (et amortissements)		2 021	1 844
Transferts de charges	4	20 787	48 938
Autres produits		76 298	64 409
TOTAL I		1 433 112	1 433 761
CHARGES D'EXPLOITATION			
Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice			
• achats de marchandises		73 630	69 998
• variation des stocks de marchandises		(1 499)	(356)
Total coût d'achat marchandises vendues		72 131	69 642
Consommations de l'exercice en provenance des tiers			
• achats stockés d'approvisionnements			
<i>matières premières</i>			
<i>autres approvisionnements</i>		758	1 565
• variation des stocks d'approvisionnements		289	143
• achats de sous-traitance		778 017	766 372
• achats non stockés de matières et fournitures		10 319	8 100
• services extérieurs			
<i>personnel extérieur</i>	5	8 080	10 746
<i>loyers en crédit-bail</i>			
<i>autres</i>		396 174	405 263
TOTAL CONSOMMATIONS EN PROVENANCE DES TIERS		1 193 637	1 192 189

(en milliers d'euros)	Notes	2020	2019
Impôts, taxes et versements assimilés			
• sur rémunérations		4 117	3 444
• autres		8 818	8 584
TOTAL IMPÔTS, TAXES, VERSEMENTS ASSIMILÉS		12 935	12 028
Charges de personnel			
• salaires et traitements		85 968	95 935
• charges sociales		36 939	36 008
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	5	122 907	131 943
Dotations aux amortissements et aux provisions			
• sur immobilisations : dotations aux amortissements		9 340	9 660
• sur immobilisations : dotations aux provisions			
• sur actif circulant : dotations aux provisions		150	393
• pour risques et charges : dotations aux provisions		2 706	2 572
TOTAL DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		12 196	12 625
Autres charges		15 751	13 679
TOTAL II		1 429 557	1 432 106
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		3 555	1 655
QUOTES-PARTS DE RÉSULTATS D'OPÉRATIONS FAITES EN COMMUN			
BÉNÉFICE OU PERTE TRANSFÉRÉE III			
PERTE OU BÉNÉFICE TRANSFÉRÉ IV			
PRODUITS FINANCIERS			
De participations		115 610	111 573
D'autres valeurs mobilières et créances de l' Actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		2 692	2 487
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		1 233	2 689
Différences positives de change		62 732	43 776
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		142	86
TOTAL V		182 409	160 611
CHARGES FINANCIÈRES			
Dotations aux amortissements et provisions		3 100	1 711
Intérêts et charges assimilées		24 258	26 387
Différences négatives de change		55 194	47 528
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement		8	19
TOTAL VI		82 560	75 645
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	6	99 849	84 966
3 - RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔTS) (I - II + III - IV + V - VI)		103 404	86 621

(en milliers d'euros)	Notes	2020	2019
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		74	124
Sur opérations en capital			
• produits des cessions d'éléments d'actif		152	3 882
• subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice		37	39
• autres			2
TOTAL SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL		189	3 923
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles		3 182	35 060
TOTAL VII		3 445	39 107
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		2 901	28 233
Sur opérations en capital			
• valeurs comptables éléments immobilisés et financiers cédés		554	5 122
• autres		88	275
TOTAL SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL		642	5 397
Dotations aux amortissements et aux provisions			
• dotations aux provisions réglementées		9 623	2 291
• dotations aux amortissements et aux autres provisions		315	130
TOTAL DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		9 938	2 421
TOTAL VIII		13 481	36 052
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	7	(10 036)	3 055
Participation des salariés aux résultats IX		3 475	3 675
Impôts sur les bénéfices X	8	(1 772)	(7 085)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) XI		1 618 966	1 633 479
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) XII		1 527 301	1 540 393
5 - RÉSULTAT NET (BÉNÉFICE OU PERTE)		91 665	93 086

Bilans comparés au 31 décembre 2020

ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	2020			2019
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles					
Concessions, brevets, licences, marques procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		97 068	81 304	15 764	15 178
Fonds commercial ^(a)		221 533		221 533	221 533
Autres					
Immobilisations incorporelles en cours		12 004		12 004	10 260
Avances et acomptes versés sur immo. inc.		78		78	
		330 683	81 304	249 379	246 971
Immobilisations corporelles					
Terrains		1 007	577	430	220
Compte d'ordre					
Constructions		26 118	14 791	11 327	12 662
Installations techniques, matériel et outillage industriels		47 804	37 843	9 961	11 239
Autres		8 091	5 648	2 443	2 603
Immobilisations corporelles en cours		941		941	1 414
Avances et acomptes					17
		83 961	58 859	25 102	28 155
Immobilisations financières ^(b)					
Participations		1 262 318	17 748	1 244 570	1 182 438
Créances rattachées à des participations		673 028	796	672 232	678 977
Autres titres immobilisés		7 948	343	7 605	3 676
Prêts		6 792	1	6 791	6 448
Autres		24 868		24 868	24 283
		1 974 954	18 888	1 956 066	1 895 822
TOTAL I	9	2 389 598	159 051	2 230 547	2 170 948
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Matières premières et autres approvisionnements		663	111	552	770
En-cours de production [biens et services]		3 252		3 252	2 238
Produits intermédiaires et finis		17 697	35	17 662	15 364
Marchandises		3 031	11	3 020	2 002
		24 643	157	24 486	20 374

(en milliers d'euros)	Notes	2020			2019
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Avances et acomptes versés sur commandes		546		546	386
Créances d'exploitation ^(c)					
Créances clients et comptes rattachés		168 244	844	167 400	163 251
Autres	10	37 716		37 716	31 229
		205 960	844	205 116	194 480
Créances diverses ^(c)	11	130 666		130 666	121 547
Capital souscrit, appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	12	91 039		91 039	90 922
Instruments de trésorerie	13	22 014		22 014	8 015
Disponibilités		434 586		434 586	254 369
Charges constatées d'avance et compte d'attente ^(c)	14	4 563		4 563	7 452
TOTAL II		914 017	1 001	913 016	697 545
Charges à répartir sur plusieurs exercices III					
Primes de remboursement des emprunts IV		1 346		1 346	1 755
Écarts de conversion Actif V	15	9 532		9 532	1 075
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		3 314 493	160 052	3 154 441	2 871 322
(a) Dont droit au bail.					
(b) Dont à moins d'un an (brut).				674 448	680 549
(c) Dont à plus d'un an (brut).				958	348

PASSIF

(en milliers d'euros)

	Notes	2020	2019
CAPITAUX PROPRES			
Capital (dont versé : 10 308)	17	10 308	10 308
Primes d'émission, de fusion, d'apport		22 106	22 106
Écarts de réévaluation		51	51
Réserves :			
• Réserve légale		1 099	1 099
• Réserves réglementées		168	168
• Autres		487 657	487 657
Report à nouveau		590 272	520 946
Résultat de l'exercice		91 665	93 086
Subventions d'investissement		267	284
Provisions réglementées	18	36 396	29 784
TOTAL I	19	1 239 989	1 165 488
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques		6 320	5 081
Provisions pour charges		4 714	3 528
TOTAL II	20	11 034	8 609
Dettes ^(a)			
Dettes financières			
• Emprunts obligataires convertibles			
• Autres emprunts obligataires	21	753 253	630 680
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ^(b)	22	21 334	129 114
• Emprunts et dettes financières divers	23	266 801	215 145
		1 041 388	974 939
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES EN COURS		46	66
Dettes d'exploitation			
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés		224 500	193 528
• Dettes fiscales et sociales		55 232	52 314
• Autres	24	32 721	28 378
		312 453	274 220
Dettes diverses			
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		6 171	3 851
• Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)			
• Autres	25	517 511	429 153
		523 682	433 004
INSTRUMENTS DE TRÉSORERIE	13	2 154	6 484
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE ET COMPTE D'ATTENTE	26	16 279	1 949
TOTAL III		1 896 002	1 690 661
Écarts de conversion Passif IV	15	7 416	6 564
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		3 154 441	2 871 321
(a) Dont à plus d'un an		1 071 242	767 302
Dont à moins d'un an		822 606	916 876
(b) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		1 009	1 754

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

NOTE 1	Règles et méthodes comptables	NOTE 19	Variation des capitaux propres
NOTE 2	Faits marquants	NOTE 20	Provisions pour risques et charges
NOTE 3	Chiffre d'affaires	NOTE 21	Autres emprunts obligataires
NOTE 4	Transferts de charges	NOTE 22	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit
NOTE 5	Rémunérations et effectifs	NOTE 23	Emprunts et dettes financières divers
NOTE 6	Résultat financier	NOTE 24	Autres dettes d'exploitation
NOTE 7	Résultat exceptionnel	NOTE 25	Autres dettes diverses
NOTE 8	Impôts sur les bénéfices	NOTE 26	Produits constatés d'avance et compte d'attente
NOTE 9	Actif immobilisé	NOTE 27	Incidence des évaluations fiscales dérogatoires
NOTE 10	Autres créances d'exploitation	NOTE 28	Produits à recevoir, charges à payer et créances et dettes représentées par des effets de commerce
NOTE 11	Créances diverses	NOTE 29	Engagements financiers
NOTE 12	Valeurs mobilières de placement	NOTE 30	Identité de la société mère consolidant les comptes du Groupe
NOTE 13	Instruments de trésorerie	NOTE 31	Événements postérieurs à la clôture
NOTE 14	Charges constatées d'avance	NOTE 32	États des échéances et des dettes
NOTE 15	Écarts de conversion		
NOTE 16	Provisions pour dépréciation		
NOTE 17	Capital		
NOTE 18	Provisions réglementées		

NOTE 1 | Règles et méthodes comptables

Afin de donner une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Entreprise à la fin de l'exercice, les comptes ont été préparés conformément aux principes comptables français et des Règlements de l'Autorité des Normes Comptables.

Les règles et méthodes prescrites ont été appliquées dans le respect des principes généraux énoncés dans le Code de commerce, et, en particulier ceux de continuité d'exploitation, d'indépendance des exercices, d'enregistrement des éléments en comptabilité au coût historique, de prudence et de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

Les différents éléments inscrits en comptabilité ont été évalués sur la base des coûts historiques à l'exception des immobilisations corporelles et financières réévaluées dans le cadre des réévaluations légales.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Elles comprennent :

- les logiciels informatiques, amortis sur une période de cinq ans, à l'exception du projet PACE (mise en place de SAP) qui est amorti sur huit ans ;
- les fonds de commerce non amortis et soumis à des tests de dépréciation annuels, sont acquis ou reçus en apport par les sociétés du Groupe, portés à l'actif à leur prix d'acquisition ;
- le fonds commercial.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées avant impôt des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et le flux de trésorerie terminal.

Les flux de trésorerie servant de base de calcul aux valeurs d'utilité sont issus des plans d'affaires des entités qui utilisent les marques, sur une durée de cinq ans. Les hypothèses retenues en termes d'évolution du chiffre d'affaires et du flux de trésorerie terminal sont considérées comme raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des entités utilisatrices.

Les dépenses de recherche et de développement sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles ont été supportées.

Il en est de même pour les frais d'établissement.

1.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens) ou à leur coût de production (hors frais financiers).

En application de la méthode par composants (article 214-9 du PCG) chaque élément d'une même immobilisation a été comptabilisé séparément pour faire l'objet d'un plan d'amortissement propre.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur la durée réelle d'utilisation des immobilisations selon le mode linéaire :

- administratives et commerciales : 40 ans ;
- agencements immobiliers : 10 ans ;
- matériel et outillage : 5 à 20 ans ;
- véhicules : 4 à 15 ans ;
- mobilier et matériel de bureau : 4 à 15 ans.

En application du Bulletin officiel des impôts 4 A(13)-05 (§ 111), lorsque la durée normale d'utilisation du premier composant d'origine est supérieure à la durée d'usage de la structure, il est admis que ce composant puisse être amorti fiscalement sur la durée d'usage de la structure, et non sur sa durée normale d'utilisation.

Dans ce contexte, l'écart entre l'amortissement fiscal (toujours calculé selon les modalités admises par l'Administration fiscale : amortissements dégressifs pour les biens y ouvrant droit, amortissements exceptionnels...) et l'amortissement pour dépréciation est enregistré au poste amortissements dérogatoires dans les provisions réglementées.

Tous les éléments, amortissables ou non, sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur actuelle.

1.3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les participations et autres titres immobilisés figurent au bilan pour leur prix d'acquisition, sous déduction des provisions pour dépréciation jugées nécessaires ou prudentes.

À compter du 1^{er} janvier 2007, la Société a opté pour l'intégration dans le prix d'acquisition des droits de mutation, honoraires, commissions et frais liés à ces acquisitions conformément à l'avis 2007-C du CNC, lesquels font l'objet d'une déduction fiscale sous la forme d'un amortissement dérogatoire sur cinq ans.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'Entreprise, déterminée sur la base de projections de flux de trésorerie basées sur des données budgétaires à cinq ans.

La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées avant impôt des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et le flux de trésorerie terminal.

Les flux de trésorerie servant de base de calcul aux valeurs d'utilité sont issus des plans d'affaires des filiales.

Les actions Bel SA acquises conformément aux autorisations données par l'Assemblée générale figurent sous cette rubrique pour leur prix d'acquisition. Une provision pour dépréciation basée sur le cours moyen pondéré du dernier mois de l'exercice est comptabilisée le cas échéant.

1.4 STOCKS ET EN-COURS

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation. Le prix de revient est calculé selon la méthode du « coût moyen pondéré » ou du « premier entré - premier sorti ».

La valeur brute des approvisionnements correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (transports, commissions, transit, etc.).

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant le coût des matières consommées, les amortissements des biens concourant à la production, les charges directes ou indirectes de production à l'exclusion des frais financiers.

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée lorsque :

- la valeur brute déterminée comme précisé ci-dessus s'avère supérieure à la valeur de marché ou à la valeur de réalisation ;
- des produits ont fait l'objet d'une détérioration particulière.

La maison mère détient principalement des stocks de produits finis achetés à sa filiale française de production Fromageries Bel Production France dans le but de les commercialiser ; ainsi que des stocks de travaux en cours (projets informatiques développés en interne) qui seront refacturés à ses filiales.

1.5 CRÉANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est constituée en fonction de leur degré d'irrecouvrabilité.

Les effets remis à l'encaissement, en principe dès leur émission ou réception, sont enregistrés dans les « Créances clients et comptes rattachés ».

1.6 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées pour leur coût d'achat hors frais accessoires et font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur de marché à la clôture est inférieure à leur valeur comptable.

1.7 OPÉRATIONS EN DEVICES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les créances, disponibilités et dettes en devises figurent au bilan de clôture pour leur contre-valeur en euros au cours de fin d'exercice.

Les différences résultant de cette actualisation sur la base du cours de fin d'exercice sont comptabilisées :

- au compte de résultat pour les disponibilités ;
- au bilan, en *Écarts de conversion* pour les créances et les dettes.

Les gains latents de change constatés en écarts de conversion passif ne sont pas pris en compte dans le résultat.

Au contraire, les pertes latentes de change font, si elles ne sont pas compensées, l'objet d'une provision pour risques.

1.8 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, dès lors qu'à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la Société vis-à-vis de tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au profit de ces tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci.

Ces provisions sont évaluées en tenant compte des hypothèses les plus probables.

1.9 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PENSIONS, RETRAITES ET INDEMNITÉS ASSIMILÉES

En matière de retraite, les engagements portent exclusivement sur l'allocation de fin de carrière prévue par la convention collective de l'Industrie Laitière.

Les droits acquis par les salariés à ce titre ne font pas l'objet d'une provision mais sont constatés dans les engagements hors bilan.

En revanche, les engagements au titre des médailles du travail Bel SA sont intégralement provisionnés (sur la base d'une évaluation actuarielle réalisée dans les mêmes conditions que celle de l'allocation de fin de carrière).

1.10 INSTRUMENTS FINANCIERS

De par son activité et sa présence internationale, Bel SA est exposée au risque de fluctuation des changes.

Depuis 2002, la Société a mis en place une politique de change centralisée visant à couvrir le risque budgétaire sur les achats et ventes de devises pour toutes les entités françaises, européennes et nord-américaines du Groupe.

L'intégralité du risque de change encouru sur les transactions libellées en devises est couvert au moyen d'instruments financiers dérivés (achats et ventes à terme de devises, options de change) et négociés avec des contreparties de premier rang, limitant ainsi le risque de contrepartie. L'horizon de gestion de ces couvertures est au maximum de 18 mois.

En revanche, le risque de change sur l'investissement net dans les filiales étrangères ne fait pas l'objet de couvertures à l'exception du montant des dividendes à recevoir.

Les créances et dettes en devises figurant au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de fin d'exercice, le résultat latent sur les couvertures d'opérations déjà réalisées n'influence le résultat que s'il consiste en une perte (qui donne alors lieu à constitution d'une provision) ou un profit compensant la perte de change latente dégagée lors des opérations d'actualisation (qui ne fait pas l'objet d'une provision).

Les gains et pertes latents sur couvertures d'opérations futures sont différés jusqu'à la date de réalisation de la transaction.

En application de la norme ANC 2015-05 consacrée aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture, applicables aux sociétés commerciales et industrielles pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, les gains et pertes de change relatifs aux créances/dettes commerciales sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation.

La majorité des financements du Groupe étant mise en place par Bel SA, la gestion du risque de taux y est aussi centralisée.

Tous les financements de Bel SA sont émis à taux variable.

Pour se protéger des effets d'une évolution défavorable des taux et pour bénéficier partiellement d'une baisse des taux, Bel SA a mis en place des couvertures par le biais de swaps de taux ou d'achat de cap combiné à la vente de floor.

1.11 IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

En France, Bel SA est à la tête du groupe fiscal constitué par les sociétés Fromageries Bel Production France, SASFR, Fromageries Picon, Société des Produits Laitiers, SOFICO, SICOPA, SOPAIC, Atad et Fromagerie Boursin.

Bel SA en tant que société tête de groupe, est désignée comme seule redevable de l'impôt sur les sociétés du groupe formé par elle-même et les sociétés incluses dans l'intégration fiscale.

Les filiales intégrées constatent dans leurs comptes la charge d'impôt dont elles seraient redevables en l'absence d'intégration. Les économies (ou charges) d'impôt liées aux déficits ou résultant des correctifs sont désormais intégrées par la mère et restituées aux filiales lorsqu'elles deviennent bénéficiaires.

1.12 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement reçues sont portées au bilan dans les capitaux propres.

Elles sont rapportées au crédit du compte de résultat (en résultat exceptionnel) au même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont permis de financer.

1.13 CHIFFRE D'AFFAIRES

Constitué par les ventes de produits, de marchandises, de matières premières et par les autres produits et prestations liés à l'activité courante, le chiffre d'affaires est comptabilisé dès lors que le transfert de charge de propriété est intervenu ou que le service a été rendu.

Il est présenté net des remises et ristournes accordées.

Les charges résultant des accords de collaboration commerciale signés avec les distributeurs sont, quant à elles, montrées dans les « autres services extérieurs », présentées en charges d'exploitation.

1.14 CHARGES DE PUBLICITÉ

Incluses dans les « autres services extérieurs », les charges de publicité, de promotion et de relations publiques sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

1.15 DISTINCTION ENTRE RÉSULTAT COURANT ET RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat courant correspond à la somme du résultat d'exploitation et du résultat financier. Il inclut donc l'ensemble des produits et charges récurrents directement liés à l'activité opérationnelle de la Société.

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui, en raison de leur nature ou de leur caractère inhabituel ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la Société.

1.16 RECOURS À DES ESTIMATIONS

En vue de l'établissement de ses états financiers, la Société peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur des actifs et des passifs (provisions, titres de participation, et actifs incorporels notamment).

Déterminées sur la base des informations et situations connues à la date d'arrêt des comptes, ces estimations et hypothèses peuvent, le cas échéant, s'avérer sensiblement différentes de la réalité.

NOTE 2 | Faits marquants

Exercice 2020

Depuis plusieurs mois, la communauté internationale est confrontée à une situation pandémique sans précédent dont l'évolution et la durée très incertaines ne permettent pas au Groupe Bel d'évaluer avec précision l'impact de cette crise sur ses résultats.

Tout au long de l'année 2020, le groupe Bel s'est fixé pour priorité absolue d'assurer la sécurité et la santé de ses collaborateurs en mettant en place des mesures préventives très strictes sur l'ensemble de ses sites à travers le monde.

Grâce à sa gestion opérationnelle agile et à sa rigueur financière, le Groupe a su rapidement s'adapter pour faire face à la pandémie liée à la Covid-19 et en atténuer les impacts. En particulier, il s'est mobilisé pour gérer de manière active ses stocks et matières premières au regard de la fluctuation de la demande des consommateurs et pour limiter les surcoûts opérationnels induits par la gestion de la crise.

Sur l'ensemble de l'exercice 2020, le Groupe estime que l'impact global de la crise liée à la Covid-19 sur les ventes est non significatif avec néanmoins des disparités importantes par zone géographique. En France, au Benelux, au Royaume-Uni et dans les pays du Golfe, la consommation locale, notamment des produits permettant de cuisiner à domicile, a été particulièrement soutenue. Au contraire, le Maroc et dans une moindre mesure l'Europe du Sud ont été affectés défavorablement, tandis que l'impact estimé en Amérique du Nord est neutre.

Au 31 décembre 2020, les effets de la pandémie sont limités et n'ont pas généré d'indice de perte de valeurs. En 2020, le Groupe n'a pas eu recours à des dispositifs d'aide des États tels que différés de paiement, PGE ou encore allègements ou reports de loyers négociés avec ses bailleurs.

NOTE 3 | Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires présenté tient compte des spécificités de notre secteur d'activité en conformité avec le Guide comptable professionnel de l'Industrie Laitière.

VENTILATION PAR MARCHÉS GÉOGRAPHIQUES

(en milliers d'euros)	2020	2019
France	636 823	586 609
Autres pays d'Europe	333 472	338 550
Reste du monde	353 161	391 908
TOTAL	1 323 456	1 317 068

Le chiffre d'affaires est en progression de 0.49 % (hausse de 0.22 % en 2019) par rapport à celui de l'exercice précédent.

À taux de change comparables -chiffres d'affaires valorisés sur la base des cours moyens du dernier exercice-, il enregistre une hausse de 0.70 % (diminution de 0.72 % en 2019).

NOTE 4 | Transferts de charges

Les transferts de charges d'un montant global de 20 787 milliers d'euros, se composent essentiellement de frais publicitaires et prestations distributeurs pour 10 986 milliers d'euros, de frais liés aux personnels et

expatriés pour 3 383 milliers d'euros ainsi que de frais d'autres charges de gestion courante pour 4 843 milliers d'euros.

NOTE 5 | Rémunérations et effectifs

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

(en milliers d'euros)	2020	2019
Jetons de présence alloués aux administrateurs (inclus dans la ligne « Autres charges d'exploitation »)	205	169

Pour mémoire, les dirigeants sont rémunérés par Unibel, ces coûts sont refacturés à Bel SA et s'élèvent pour l'année 2020 à 3 767 milliers d'euros.

EFFECTIF MOYEN

	Personnel salarié		Personnel mis à disposition de l'Entreprise	
	2020	2019	2020	2019
Cadres	691	658	1	1
Agents de maîtrise et techniciens	272	275	2	6
Employés	70	67	2	1
Ouvriers	0	0	0	0
TOTAL	1 033	1 000	5	8

NOTE 6 | Résultat financier

Le résultat financier s'explique par :

(en milliers d'euros)	2020	2019
Dividendes	78 459	74 561
Revenus des créances rattachées à participation ^(a)	37 151	37 011
Autres revenus		
Produits de cession de valeurs mobilières	134	67
Provisions (et reprises) pour risques de change	(1 184)	277
Provisions (et reprises) pour dépréciation de titres	(273)	1 109
Produits/charges d'intérêt	(21 976)	(24 308)
Gains/Pertes de change	7 538	(3 752)
TOTAL	99 849	84 965

(a) Dont revenus des créances rattachées à participation des entités du groupe MOM (36 588 milliers d'euros en 2020 vs 36 392 milliers d'euros en 2019).

NOTE 7 | Résultat exceptionnel

Pour l'essentiel, le résultat exceptionnel s'explique par :

(en milliers d'euros)	2020	2019
Les provisions réglementées	(6 612)	7 879
Les provisions pour litiges et autres charges exceptionnelles	(2 591)	17 301
Le résultat net sur les cessions d'éléments de l'actif immobilisé	(402)	(1 240)
Les indemnités départs	(454)	(20 764)
Les autres produits exceptionnels	74	115
Le mali sur rachat d'actions attribuées au personnel	(88)	(275)
La quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	36	39
TOTAL	(10 036)	3 055

NOTE 8 | Impôts sur les bénéfices

Ils s'analysent en :

(en milliers d'euros)	Courant	Exceptionnel	2020
Résultat comptable avant impôt et participations	103 404	(10 036)	93 368
Réintégrations	17 872	(1 322)	16 550
Déductions	(92 731)		(92 731)
Base imposable avant intégration fiscale	28 545	(11 358)	17 187
Incidence de l'intégration fiscale			5 399
Crédit d'impôt			(7 171)
TOTAL IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS			(1 772)

INCIDENCES DES ACCROISSEMENTS ET DES ALLÈGEMENTS FUTURS

Bases d'impôt	Solde 31/12/2020	Variation année 2020	Solde 31/12/2019
ACCROISSEMENT EN BASE			
Amortissements dérogatoires	36 072	7 997	28 075
Réévaluation	1 775	0	1 775
Instruments financiers	1 544	780	764
Autres différences temporaires	1 350	478	872
TOTAL 1	40 741	9 255	31 486
ALLÈGEMENT EN BASE			
Avantages au personnel	16 914	802	16 112
Actualisation des dépôts et cautionnements	2 041	(88)	2 129
Différence d'évaluation des stocks	1 167	394	773
Provision pour risques et charges	36	0	36
Charges non déductibles	2 117	202	1 915
Participation des salariés	3 836	66	3 770
Provision pour dépréciation d'actif	1 637	(114)	1 751
Location financement	1 396	434	962
Autres différences temporaires	4 014	(753)	4 767
TOTAL 2	33 158	943	32 215
TOTAL A : ACCROISSEMENT NET EN BASE	7 583	8 312	(729)
ACCROISSEMENT/ALLÈGEMENT FUTUR D'IMPÔT SOCIÉTÉ	270	785	(515)

Taux effectif d'impôt 2019 = 32,02 %.

Taux effectif d'impôt 2020 = 28,41 %.

En 2020, le taux d'impôt applicable en France est le taux de base de 31,00 % augmenté de 3,3 %, soit 32,02 %. Cependant dans le cadre du projet de réduction progressive du taux d'impôt sur les sociétés, un taux de 28 % est appliqué sur le bénéfice allant jusqu'à 500 000 euros.

NOTE 9 | Actif immobilisé

EXERCICE 2020

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 01/01/2020	Augmentations	Diminutions	Transferts	Valeur brute au 31/12/2020
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Concessions, brevets, licences, marques procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	96 257	1 092	4 988	4 707	97 068
Fonds commercial	221 533				221 533
Autres					
Immobilisations incorporelles en cours	10 260	9 020	2 596	(4 679)	12 004
Avances et acomptes		78			78
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Ensembles immobiliers	26 791	289	17	62	27 125
Installations techniques, matériels et outillages	49 668	246	3 019	908	47 804
Autres	7 848	401	256	98	8 091
Immobilisations corporelles en cours	1 414	624		(1 097)	941
AVANCES ET ACOMPTES					
	17		17		
Immobilisations financières					
Participations	1 200 187	62 131			1 262 318
Autres	714 251	71 272	72 887		712 636
TOTAL	2 328 226	145 152	83 780		2 389 598

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

(en milliers d'euros)	Au 01/01/2020	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2020
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	79 442 ^(A)	5 213	4 988	79 667
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Ensembles immobiliers	13 910	1 468	9	15 369
Installations techniques, matériels et outillages	38 298	2 000	2 472	37 826
Autres	5 244	659	256	5 647
TOTAL	136 894	9 340	7 725	138 509

(a) Montant modifié par rapport au DDR de 2019.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le fonds commercial issu de l'acquisition de Boursin s'élève à 220 039 milliers d'euros.

La variation de ce poste porte principalement sur des projets informatiques développés en interne qui s'élèvent à 5 799 milliers d'euros.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La variation de ce poste de - 1 777 milliers d'euros porte principalement sur la sortie des immobilisations liées au démantèlement de la Ligne 3 mais également sur la cession à Bel VIETNAM de la machine GAZ-L.

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

La valeur brute des participations a augmenté de 62 131 milliers d'euros en 2020 (voir tableau des filiales et des participations).

Cette évolution résulte de :

- L'acquisition des titres NEWTON HOLDING pour 5 752 milliers d'euros.
- L'acquisition des titres ALL IN FOODS pour 56 379 milliers d'euros.

Pour mémoire, les titres de Bel Syrie sont dépréciés à 100 % soit 15 660 Milliers d'euros ainsi que les titres de Bel Tunisie soit 2 053 milliers d'euros.

Les créances rattachées à des participations sont constituées de prêts consentis aux filiales suivantes :

• Bel Karper	2 079
• Bel Tunisie Distribution	796
• Bel Rouzaneh Company	32
• Newton holding	468 650
• M.B.M.A.	82 500
• Materne North America	69 566
• Bel Canada	19 190
• Bel Brand USA	28 523

Le prêt de Bel Tunisie Distribution est déprécié à 100 % depuis 2009. Bel Tunisie Distribution est en liquidation judiciaire.

La Société détient 83 793 actions propres pour une valeur de 23 296 milliers d'euros ; pour rappel, nous détenons 84 000 actions propres au 31 décembre 2019 pour une valeur de 23 276 milliers d'euros.

NOTE 10 | Autres créances d'exploitation

Ce poste comprend :

(en milliers d'euros)	2020	2019
Fournisseurs et comptes rattachés	19 069	13 509
T.V.A.	17 633	16 142
dont remboursement de crédits de TVA demandés	1 340	2 442
Autres	1 014	1 578
TOTAL	37 716	31 229

NOTE 11 | Créances diverses

Ce poste comprend :

(en milliers d'euros)	2020	2019
Créance d'IS	12 504	15 951
Comptes courants	111 708	100 621
Comptes d'intégration fiscale	1 693	10
Autres	4 760	4 964
TOTAL	130 665	121 546

Au 31 décembre 2020, les en-cours (valeur brute) relatifs aux avances de trésorerie consenties à nos filiales ressortaient à :

(en milliers d'euros)	2020	2019
Fromageries Bel Production France	34 825	42 747
Bel Australia		95
Bel Syry Cesko	4	
Bel Canada	8 463	4 031
Bel Tunisie mktg	5	5
Bel Italia	3 562	5 233
Bel Côte d'Ivoire	5 235	3 842
Bel Japon		9 658
MBMA	38 924	17 421
Mont Blanc	14 967	14 139
Materne		127
Materne Canada	2 013	1 519
Sicopa		20
Bel Beyrouth		1 782
All in Foods	3 708	
Autres (inférieures à 1 millier d'euros)	2	2
TOTAL	111 708	100 621

D'autre part, les sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale étaient redevables, au titre du solde de l'impôt sur les bénéfices, d'une somme de 1 693 milliers d'euros (10 milliers d'euros en 2019).

NOTE 12 | Valeurs mobilières de placement

La trésorerie disponible est placée en valeurs mobilières dont l'évaluation, sur la base du dernier cours ou de la dernière valeur liquidative connus s'élève à 91 038 milliers d'euros (90 922 milliers d'euros en 2019).

NOTE 13 | Instruments de trésorerie

Sont ici positionnées les primes (payées à l'actif - reçues au passif) sur options de change et sur couvertures de taux valorisées sur la base de leurs prix de marché à la clôture de l'exercice.

S'agissant d'opérations de couverture, les ajustements résultant de cette valorisation ont été portés dans le bilan aux rubriques :

- charges constatées d'avance et compte d'attente pour les pertes latentes ;

- produits constatés d'avance et compte d'attente pour les profits latents ;
- et traités conformément à la règle comptable « de symétrie » applicable en la matière.

NOTE 14 | Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent l'*Exploitation* pour 3 678 milliers d'euros (2 776 milliers d'euros en 2019) et le *Financier* pour 885 milliers d'euros (4 676 milliers d'euros en 2019).

NOTE 15 | Écarts de conversion

EXERCICE 2020

(en milliers d'euros)	Montants	Différences compensées par effet de couverture	Provision pour pertes de change ^(a)
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF			
• sur immobilisations financières	7 848	6 108	
• sur créances	1 616	1 600	16
• sur dettes financières			
• sur dettes	68	44	24
TOTAL	9 532	7 752	40
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF			
• sur immobilisations financières			
• sur créances	168	56	
• sur instrument de trésorerie			
• sur dettes financières	6 108	6 108	
• sur dettes	1 140	49	
TOTAL	7 416	6 213	

(a) Sur écarts de conversion uniquement.

EXERCICE 2019

(en milliers d'euros)	Montants	Différences compensées par effet de couverture	Provision pour pertes de change ^(a)
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF			
• sur immobilisations financières	92	92	
• sur créances	850	26	824
• sur instrument de trésorerie			
• sur dettes financières	18	18	
• sur dettes	114	66	48
TOTAL	1 074	202	872
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF			
• sur immobilisations financières	695	110	
• sur créances	368	68	
• sur instrument de trésorerie			
• sur dettes financières	4 969		
• sur dettes	532	495	
TOTAL	6 564	673	

(a) Sur écarts de conversion uniquement.

NOTE 16 | Provisions pour dépréciation

EXERCICE 2020

(en milliers d'euros)	Montant au début l'exercice	Dotations	Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 637			1 637
Immobilisations corporelles	131		115	16
Immobilisations financières	18 615	273		18 888
Stocks et en-cours	292	150	286	157
Clients	857		12	844
Créances diverses				
Valeurs mobilières de placement				
TOTAL	21 532	423	413	21 542
Dont dotations et reprises :				
<i>d'exploitation</i>		150	298	
<i>financières</i>		273		
<i>exceptionnelles</i>			115	

La dotation sur immobilisations financières est constituée par un complément de provision pour dépréciation des titres CAPAGRO (273 milliers d'euros).

EXERCICE 2019

(en milliers d'euros)	Montant au début l'exercice	Dotations	Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 637			1 637
Immobilisations corporelles	32	107	8	131
Immobilisations financières	19 725	70	1 180	18 615
Stocks et en-cours	229	284	221	292
Clients	968	2	113	857
Créances diverses	66		66	
Valeurs mobilières de placement				
TOTAL	22 657	463	1 588	21 532
Dont dotations et reprises :				
<i>d'exploitation</i>		393	334	
<i>financières</i>		70	1 180	
<i>exceptionnelles</i>			74	

La reprise de provision sur immobilisations financières est constituée par la reprise sur provision pour dépréciation des titres CAPAGRO (1 180 milliers d'euros).

NOTE 17 | Capital

Le capital social se compose de 6 872 335 actions de nominal 1,50 euro dont 83 793 étaient détenues par l'Entreprise à la date du 31 décembre 2020 donnant droit à 13 399 806 droits de vote exerçables en assemblée.

Les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom du même actionnaire, bénéficient d'un droit de vote double. Au 31 décembre 2020, on dénombre 6 610 811 droits de vote double exerçables en assemblée.

NOTE 18 | Provisions réglementées

Les dotations et reprises correspondantes sont enregistrées au niveau du résultat exceptionnel.

EXERCICE 2020

(en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Provision pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	28 076	9 623	3 011	34 688
Provision spéciale de réévaluation ^(a)	1			1
Plus-values réinvesties	1 707			1 707
TOTAL	29 784	9 623	3 011	36 396

(a) Concerne uniquement le poste constructions.

Les mouvements sur les amortissements dérogatoires portent principalement sur des immobilisations incorporelles (logiciels produits en interne).

EXERCICE 2019

(en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Provision pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	35 954	2 291	10 169	28 076
Provision spéciale de réévaluation ^(a)	1			1
Plus-values réinvesties	1 707			1 707
TOTAL	37 662	2 291	10 169	29 784

(a) Concerne uniquement le poste constructions.

NOTE 19 | Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)

Capitaux propres au 31 décembre 2018	1 113 910
Écarts de réévaluation	(2)
Dividendes (AG mixte du 22 mai 2019)	(34 018)
Primes d'émission	
Annulation dividendes sur actions propres	423
Réserves facultatives	
Subventions d'investissement	(32)
Provisions réglementées	(7 879)
Résultat de l'exercice	93 086
Capitaux propres au 31 décembre 2019	1 165 488
Écarts de réévaluation	
Dividendes (AG mixte du 14 mai 2020)	(24 053)
Primes d'émission	
Annulation dividendes sur actions propres	294
Réserves facultatives	
Subventions d'investissement	(17)
Provisions réglementées	6 612
Résultat de l'exercice	91 665
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2020	1 239 989

NOTE 20 | Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises Utilisées	Devenues sans objet	Montant à la fin de l'exercice
Litiges et risques	2 185	315	56		2 444
Pertes de change	1 233	2 417	1 233		2 417
Restructuration					
Retenues à la source	1 662	1 287	1 491		1 459
Plan d'action gratuite	2 857	1 368	191		4 034
Autres	672	50	23	19	680
TOTAL	8 609	5 438	2 994	19	11 034
Dont dotations et reprises :					
<i>d'exploitation</i>		2 706	1 705	19	
<i>financières</i>		2 417	1 233		
<i>exceptionnelles</i>		315	56		

La reprise de provision de l'exercice non utilisée concerne des provisions pour médailles du travail.

NOTE 21 | Autres emprunts obligataires

Trois emprunts obligataires constituent ce poste :

- un premier emprunt de 500 000 milliers d'euros contracté en avril 2017 assorti d'un coupon de 1,50 % à échéance du 18 avril 2024, hors intérêts courus non échus de 5 301 milliers d'euros ;
- un second emprunt de 125 000 milliers d'euros contracté en octobre 2019, à échéances 2027 et 2029 indexé sur des performances en matière de responsabilité sociale et

environnementale, hors intérêts courus non échus de 395 milliers d'euros ;

- un troisième emprunt de 150 000 milliers de dollars (122 240 milliers d'euros) contracté en novembre 2020, à échéance 2035, hors intérêts courus non échus de 390 milliers de dollars (318 milliers d'euros).

Ces trois emprunts souscrits en totalité dès leur émission, sont émis au pair.

NOTE 22 | Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit

Une opération de financement sur le marché du Schuldschein constitue l'essentiel de ce poste. Cette opération comporte une tranche de 20 000 milliers d'euros à taux fixe, à maturité 2023.

Également en 2020, nous avons remboursé par anticipation le term loan de 95 000 milliers de dollars.

Les intérêts courus non échus des emprunts sont de 325 milliers d'euros.

NOTE 23 | Emprunts et dettes financières divers

L'essentiel de ce poste est constitué de dettes rattachées à des participations avec Grupo Fromageries Bel Espana pour un montant de 132 099 milliers d'euros - intérêts courus inclus (129 665 milliers d'euros en 2019), et avec Bel Egypt Expansion for Cheese pour un montant de 1 013 milliers d'euros - intérêts courus inclus (1 112 milliers d'euros

en 2019), ainsi que du poste autres emprunts Neu CP de 70 000 milliers d'euros (30 000 milliers d'euros en 2019), et du fonds de participation des salariés aux résultats pour un montant de 3 207 milliers d'euros - intérêts courus inclus (3 889 milliers d'euros en 2019).

NOTE 24 | Autres dettes d'exploitation

Les comptes clients créditeurs et comptes rattachés pour 32 721 milliers d'euros (28 378 milliers d'euros en 2019) constituent l'ensemble de ce poste.

NOTE 25 | Autres dettes diverses

(en milliers d'euros)	2020	2019
Avances des sociétés du Groupe portant intérêts, intérêts courus exclus	512 032	422 832
Excédent de versement sur impôt sur les bénéfices des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale	430	1 331
Dettes provisionnées pour participation des salariés aux résultats	3 836	3 772
Autres	1 213	1 218
TOTAL	517 511	429 153

NOTE 26 | Produits constatés d'avance et compte d'attente

Les produits constatés d'avance concernent l'*Exploitation* pour 11 milliers d'euros (25 milliers en 2019) et le *Financier* pour 16 267 milliers d'euros (1 924 milliers en 2019).

NOTE 27 | Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

(en milliers d'euros)	2020	2019
Résultat net de l'exercice	91 665	93 086
Impôts sur les bénéfices	(1 772)	(7 085)
Résultat avant impôts	89 893	86 001
Variation des provisions réglementées	6 612	(7 878)
RÉSULTAT HORS ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES (AVANT IMPÔTS)	96 505	78 123

NOTE 28 | Produits à recevoir, charges à payer et créances et dettes représentées par des effets de commerce

PRODUITS À RECEVOIR

(en milliers d'euros)	2020	2019
Créances clients et comptes rattachés	11 645	6 107
Autres créances d'exploitation	29 179	23 748
Créances diverses	181	
Disponibilités	108	57
TOTAL	41 113	29 912

CHARGES À PAYER

(en milliers d'euros)	2020	2019
Emprunts obligataires	6 014	5 681
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	325	795
Emprunts et dettes financières divers	4 158	11 723
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	95 140	91 496
Dettes fiscales et sociales	47 320	47 100
Autres dettes d'exploitation	32 076	25 405
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	534	147
Autres dettes diverses	425	349
TOTAL	185 992	182 696

CRÉANCES ET DETTES REPRÉSENTÉES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

(en milliers d'euros)	2020	2019
Créances clients et comptes rattachés	222	197
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		

La Société n'effectue pas de paiement par effet de commerce, elle s'acquitte de ses dettes par virements bancaires.

NOTE 29 | Engagements financiers

(en milliers d'euros)	2020	2019
ENGAGEMENTS DONNÉS		
Cautions bancaires	206	206
Cautions données pour une filiale étrangère (Bel Rouzaneh et Bel Australia)	182	443
Responsabilité d'associé dans le passif de GIE, SCI...	4	4
Indemnités de départ à la retraite (cf. Note 29.1 ci-dessous)	16 914	16 112
Garanties données pour une filiale étrangère (Bel Shostka Ukraine)	3 339	10 927
TOTAL	20 645	27 692
ENGAGEMENTS REÇUS		
Lignes de crédit syndiqué (cf. Note 29.2 ci-dessous)	820 000	820 000
Cautions s/créances clients Export	6 260	7 103
Garantie de bonne exécution de contrat		
TOTAL	826 260	827 103
ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES (HORS CONTRATS À TERME DE DEVISES ET CRÉDIT-BAIL)		
Locations immobilières (cf. Note 29.3 ci-dessous)	55 167	51 344
• à moins d'un an	6 948	6 846
• de un à cinq ans	29 060	27 383
• supérieur à cinq ans	19 159	17 115
Put sur minoritaires All in Foods	27 500	
Locations mobilières	4 439	4 789
• à moins d'un an	1 674	1 935
• de un à cinq ans	2 765	2 854
• supérieur à cinq ans		
Commandes d'immobilisations	2 725	919
Plan d'attribution d'actions gratuites (cf. Note 29.4 ci-dessous)	6 439	5 912
TOTAL	96 270	62 964

29.1 ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES SIMILAIRES

L'allocation de fin de carrière a fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des « unités de crédit projetées » sur la base des hypothèses suivantes :

- départ volontaire, entraînant le paiement des charges patronales, à :
 - 62 ans pour les cadres et progressivement 65 ans selon l'année de naissance,
 - 60 ans pour les techniciens et agents de maîtrise et progressivement 63 ans selon l'année de naissance,

- 60 ans pour les autres catégories de personnels et progressivement 63 ans selon l'année de naissance ;
- prise en compte de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel ;
- taux d'actualisation et d'inflation :
 - 2020 : 0,7 % nominal dont inflation de 1,8 %,
 - 2019 : 1,0 % nominal dont inflation de 1,8 %.

Les droits acquis par les salariés à ce titre ne font pas l'objet d'une provision mais sont constatés dans les Engagements hors bilan (cf. ci-dessus).

29.2 INSTRUMENTS FINANCIERS

29.2.1 Gestion des risques de marché

Le Département trésorerie Groupe, dépendant de la Direction financière Groupe, possède les compétences et outils nécessaires à la conduite de la gestion des risques de marché. Un reporting mensuel est communiqué à la Direction et des présentations régulières sont organisées pour le Comité d'audit.

29.2.2 Gestion du risque financier et de liquidité

Au cours de l'exercice 2020, afin de renforcer sa dette en dollars du fait de la progression de ses opérations aux États-Unis, le Groupe a réalisé sa première émission obligataire privée sous format USPP en droit français de 150 millions de dollars à échéance novembre 2035. Parallèlement, le Groupe a remboursé par anticipation son term loan amortissable de 95 millions de dollars qui arrivait à échéance en 2023.

Au 31 décembre 2020, le Groupe dispose de liquidités importantes avec :

- deux lignes de crédit syndiqué confirmées de 300 millions d'euros d'une part et de 520 millions d'euros d'autre part, de maturité respectivement 2023 et 2024. Ces lignes sont non tirées ;
- un programme d'émission de Commercial Papers d'un montant de 500 millions d'euros, tiré à hauteur de 70 millions d'euros ;
- un programme de NEU MTN de 200 millions d'euros, utilisé à hauteur de 60 millions d'euros ;
- un emprunt obligataire, type Euro PP, de 125 millions d'euros maturité 2027 et 2029 contracté auprès d'investisseurs privés ;
- un emprunt obligataire de 500 millions d'euros de maturité avril 2024 ;
- un financement sur le marché du Schuldschein, comportant 20 millions d'euros à maturité 2023.

Les excédents de liquidités sont placés sous forme d'OPCVM monétaires, de comptes à terme, de dépôts à terme ou de soldes bancaires.

La société Bel s'est engagée dans ses lignes de crédit syndiqué, ses placements privés (Euro PP et US PP) et le Schuldschein à respecter un ratio de levier financier inférieur à 3,75 pendant toute la durée des financements moyens et longs termes ci-dessus. Le calcul du ratio a été amendé en 2020 pour refléter l'intégration de la norme IFRS 16. Le ratio de levier financier désigne maintenant le montant de la dette nette consolidée, y compris la dette sur location financement divisé par l'EBITDA base R.O.C, y compris les amortissements et reclassement financier sur droits d'usage consolidé du Groupe. Le non-respect de ce ratio pourrait

entraîner un cas d'exigibilité sur une partie significative de la dette. Au 31 décembre 2020, ce ratio s'élève à 1.46 contre 1.86 au 31 décembre 2019 (proforma IFRS 16).

Le Groupe a mis en place une politique de concentration de la liquidité au niveau de la société Bel SA pour tous les pays où la devise locale est convertible et où il n'y a pas de contrainte juridique et fiscale dans la remontée des excédents ou dans le financement des besoins locaux. Le Département trésorerie Groupe gère des comptes courants internes et un système de compensation de paiement intragroupe.

29.2.3 Gestion du risque de change

La société Bel SA, de par son activité et sa présence internationale, subit des variations liées au change.

La société Bel SA est exposée au risque de change sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan ou sur des transactions futures ayant un caractère hautement probable, à partir du moment où elles sont conclues dans d'autres monnaies que leur monnaie fonctionnelle (importations, exportations, transactions financières).

Politique de couverture des risques de variation de taux de change

La politique de gestion est de couvrir le risque de transactions sur les opérations libellées en devises par l'utilisation d'instruments financiers dérivés.

Le Groupe met en œuvre une politique de change centralisée visant à couvrir le risque budgétaire annuel sur les achats et ventes de devises pour toutes les devises livrables. Le Département trésorerie Groupe fournit à ces entités les couvertures de change nécessaires. Le Département trésorerie Groupe n'est pas un centre de profit.

La société Bel couvre également le risque de change lié à la remontée des dividendes intragroupes en devises.

Les cours définis au moment de l'établissement du budget sur la base de conditions de marché serviront de cours de référence pour la mise en place des couvertures. L'horizon de gestion des couvertures budgétaires est au maximum de 18 mois. Au 31 décembre 2020 la maturité du portefeuille de dérivés n'excédait pas le 31 janvier 2022. Les flux attachés à ces couvertures budgétaires 2020 et 2021 sont attendus sur 2021 et impacteront les résultats des exercices 2021.

Couverture des risques de variations des cours de change sur les importations, exportations et transactions financières

Périodiquement, à chaque révision budgétaire, la société Bel SA recalcule ses expositions nettes en devises. La société Bel SA utilise principalement des contrats de change à terme, des options de change et des *cross currency swaps* pour gérer son risque de change.

SITUATION COMPARATIVE DES POSITIONS DE CHANGE, DE TAUX ET DE MATIÈRES PREMIÈRES

VALORISATION DES COUVERTURES CONTRACTÉES PAR LA SOCIÉTÉ BEL SA

Type d'opérations (en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
	Valeur de marché	Valeur de marché
TOTAL DU PORTEFEUILLE LIÉ AU CHANGE	14,456	(1 784)
TOTAL DU PORTEFEUILLE LIÉ AU TAUX	0,814	(2 541)
TOTAL DU PORTEFEUILLE DE LA SOCIÉTÉ BEL	16,270	(4 325)
TOTAL DU PORTEFEUILLE DE COUVERTURE DE LA SOCIÉTÉ BEL AVEC SES FILIALES	18,540	1 924

Au 31 décembre 2020, la société Bel SA avait contracté les couvertures suivantes :

Type d'opérations	Cross	Entité	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019	
			Engagement	Valeur de marché	Engagement	Valeur de marché
1- TERMES ADOSSÉS À DES CRÉANCES CLIENTS OU DETTES FOURNISSEURS OU TRANSACTIONS FUTURES						
Achat à terme	EUR GBP		25 800	90	19 700	(289)
Vente à terme	EUR PLN		22 700	(280)	27 500	566
Achat à terme	EUR USD		80 480	7 100	82 983	(1 000)
Achat à terme	Autres		61 830	110	48 827	(197)
Vente à terme	Autres		540	(10)	1 962	39
Achat à terme	EUR PLN		2 400	60		
Vente à terme	EUR USD		9 220	(660)		
TERMES SUR TRANSACTIONS OPÉRATIONNELLES			6 410		(881)	
2- OPTIONS DE CHANGE ADOSSÉES À DES CRÉANCES CLIENTS OU DETTES FOURNISSEURS OU TRANSACTIONS FUTURES						
Achat de call	EUR GBP		66 200	680	58 000	203
Vente de put	EUR GBP		36 000	(210)	30 000	(677)
Achat de put	EUR PLN		32 000	150	37 000	654
Vente de call	EUR PLN		11 150	(160)	14 350	(16)
Achat de call	EUR USD		119 290	8 010	153 860	555
Vente de put	EUR USD		61 800	(70)	105 346	(846)
Achat de call	Autres		43 430	980	49 009	271
Vente de put	Autres		17 080	(130)	21 430	(263)
OPTIONS SUR TRANSACTIONS OPÉRATIONNELLES			9 250		(119)	

Type d'opérations	Cross	Entité	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019	
			Engagement	Valeur de marché	Engagement	Valeur de marché
3-TERMES VENANT COUVRIR DES INVESTISSEMENTS FUTURS OU DIVIDENDES FUTURS						
Achat à terme	EUR GBP		2 000	(4)	1 000	(75)
Achat à terme	EUR USD		5 250	370	15 131	(266)
Achat à terme	Autres		1 060	10	3 877	(166)
TERMES VENANT COUVRIR DES INVESTISSEMENTS FUTURS OU DIVIDENDES FUTURS				376		(507)
4-OPÉRATIONS VENANT COUVRIR DES FINANCEMENTS						
Swap vendeur à terme	EUR GBP		19 960	60	12 909	15
Swap vendeur à terme	EUR PLN		6 450	(90)	4 215	11
Swap vendeur à terme	EUR USD		73 630	(470)	47 162	(325)
Swap vendeur à terme	Autres		11 160	(40)	6 378	10
Swap acheteur à terme	Autres		10 110	40	15 261	12
OPÉRATIONS VENANT COUVRIR DES FINANCEMENTS				(500)		(277)
5-AUTRES OPÉRATIONS						
Achat de call	EUR GBP				8 100	3
Vente de call	EUR GBP		4 500	(20)	7 000	(3)
Vente de call	EUR USD		5 860	(60)		
Vente de call	Autres		130		489	
Autres opérations				(80)		
TOTAL DU PORTEFEUILLE LIÉ AU CHANGE				15 456		(1 784)

La société Bel garantit les flux en devises des filiales liés à l'exercice budgétaire par l'émission de garanties de changes annuelles qui sont émises une fois l'exercice budgétaire précédent encaissé. Le portefeuille de couverture de la

société Bel avec ses filiales au 31 décembre 2020 ne couvre que le risque de change des filiales relatif à l'exercice budgétaire 2020 et encaissé sur 2021.

		Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019	
Vente à terme	EUR/USD	8 639	(548)	8 829	664
Vente à terme	EUR/CAD	2 744	(77)	1 352	90
Vente à terme	USD/CAD	11	0	241	(2)
Vente à terme	EUR/JPY	9 357	(338)	8 724	645
Achat à terme	DKK/EUR	1 000	1	878	(2)
Achat à terme	NOK/EUR	222	(10)	233	(2)
Vente à terme	EUR/SEK	(1 581)	120	157	4
Achat à terme	EUR/PLN	5 328	294	13 630	(83)
Vente à terme	EURCHF	1 151	32	2 656	183
Vente à terme	EUR/CZK	3 297	(13)	1 520	48
Vente à terme	EUR/GBP	7 144	84	4 149	285
Vente à terme	EUR/USD	3 501	(222)	1 253	94
Vente à terme	USD/CAD	10 038	261		
Achat à terme	EUR/SEK	700	(53)		
Achat à terme	EUR/USD	2 000	127		
Achat à terme	EUR/USD	6 000	381		
TERMES SUR TRANSACTIONS OPÉRATIONNELLES		38		1 924	

Le dollar US, la livre sterling et le zloty polonais sont les principales devises qui présentent un risque de change de transaction pour le Groupe. Les valorisations indiquées sont hors impact des impôts différés.

Au 31 décembre 2020, le ratio de couverture sur l'exposition nette estimée relative au budget 2020 (réalisé et à venir) des principales devises est compris entre 75 % et 93 % selon la devise gérée. Par conséquent, les variations de devises sur la comptabilisation des achats et ventes des entités du

Groupe seront compensées, à hauteur de la couverture, par le résultat dégagé sur ces couvertures.

La valorisation des couvertures est conforme aux pratiques de marché aussi bien en termes de données (courbe de taux, cours de change et courbes de volatilité) que de modèles de valorisation. Le département Trésorerie possède en interne les outils nécessaires aux calculs des valorisations. Néanmoins, le Groupe Bel fait appel à un prestataire externe pour réaliser ses valorisations.

29.2.4 Gestion du risque de taux

L'essentiel des financements du Groupe est mis en place par la société Bel, qui centralise aussi la gestion du risque de taux. La politique mise en œuvre par l'utilisation de dérivés de taux, vise à se protéger des effets d'une évolution

défavorable des taux, tout en profitant partiellement d'une éventuelle baisse des taux.

Au 31 décembre 2020, le Groupe a mis en place des couvertures par le biais de swaps de taux :

Type d'opérations (en milliers d'euros)	Devise	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019	
		Engagement	Valeur de marché	Engagement	Valeur de marché
PORTEFEUILLE LIÉ AU RISQUE DE TAUX					
Swap emprunteur taux fixe	EUR	42 500	(460)	47 500	(624)
Swap receveur taux fixe	EUR	72 500	1 450	72 500	(1 127)
Swap receveur taux fixe	USD	48 890	(990)		
Swap emprunteur taux fixe	USD			84 565	(253)
Cross currency swap emprunteur taux fixe	EUR/CAD	19 190	814	20 551	(537)
TOTAL DU PORTEFEUILLE LIÉ AU TAUX			814		2 541

Le solde des couvertures ci-après correspond aux couvertures d'emprunts de la société Bel SA.

ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DES COUVERTURES DE TAUX AU 31 DÉCEMBRE 2020

(en millions de devises)		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Swaps de taux	EUR	115	107,5	97,5	62,5	62,5	62,5	62,5	31,25	31,25	0
Swaps de taux	USD	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60
Swaps de devises	EUR/CAD	30	7,5								

29.2.5 Gestion du risque de contrepartie

Tous les placements de trésorerie et les instruments financiers sont mis en place avec des contreparties majeures en respectant les deux règles de sécurité et de liquidité. Les « contreparties majeures » sont principalement des banques du pool bancaire et sont essentiellement françaises. L'essentiel de nos placements sont sous forme d'OPCVM monétaires avec une liquidité quotidienne ou des dépôts à terme et certificats de dépôts.

Le calcul de la DVA (Debt Value Adjustment) et de la CVA (Credit Value Adjustment) sur nos couvertures de change et de taux est non significative au 31 décembre 2020.

29.3 LOCATIONS IMMOBILIÈRES

En signant le bail de location de son futur siège social au premier semestre 2014, le Groupe a pris l'engagement ferme

29.2.6 Gestion du risque de matières premières

Au 31 décembre 2020, la société Bel n'a pas de risque sur les matières premières.

29.2.7 Gestion du risque action

Au 31 décembre 2020, Bel SA ne possède aucun dérivé sur action.

de le louer pour les 7 prochaines années pour un montant global de 55 millions d'euros.

29.4 PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES EXISTANTES

L'engagement donné correspond à la différence entre le montant de l'attribution tenant compte des taux de réalisation des objectifs et la provision constituée pour 4 034 milliers d'euros.

Le récapitulatif des plans d'actions gratuites est résumé dans le tableau ci-après :

(en milliers d'euros)	Plan 2020 cash	Plan 2020 actions	Plan 2019 cash	Plan 2019 actions	Plan 2018 cash	Plan 2018 actions	Total
Nombre d'actions attribuées à l'origine ^(a)	6 245	14 748	4 856	11 511	3 757	8 809	
Critères d'attribution : pourcentage provisionné	100	100	110	110	82,2	82,2	
Nombre d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2020	5 748	13 574	3 002	7 098	1 454	3 416	
Valeur de l'action en euros	289,00	204,66	320,00	183,99	493,03	183,99	
Montant en charges en 2018					782	535	1 317
Montant en charges en 2019			706	834	321	209	2 070
Montant en charges en 2020	925	1 295	89	35	(119)	(108)	2 117

(a) Autorisé par le Conseil d'administration.

Dans les charges de personnel, nous trouvons également la provision relative au plan cash 2018 de BEL S.A pour un montant de - 32 milliers d'euros représentant 2 212 actions, la provision relative au plan cash 2019 de BEL S.A pour un

montant de 219 milliers d'euros représentant 4 731 actions, et la provision relative au plan cash 2020 de BEL S.A pour un montant de 633 milliers d'euros représentant 9 303 actions.

29.5 AUTRES ENGAGEMENTS

Procès et litiges

La Société est engagée dans un certain nombre de procès et litiges dans le cours normal de ses opérations. Les charges probables et quantifiables pouvant en découler ont fait l'objet de provisions. Il n'existe aucun litige connu de la Direction et comportant des risques significatifs, susceptibles d'affecter le résultat ou la situation financière de la Société, qui n'ait fait l'objet des provisions estimées nécessaires à la clôture de l'exercice.

NOTE 30 | Identité de la société mère consolidant les comptes du Groupe

Les comptes de Bel SA, société mère du Groupe Bel, sont inclus dans la consolidation du Groupe Unibel, dont le Siège social se situe au 2, Allée de Longchamp, 92150 Suresnes.

Une copie des états financiers peut être obtenue à cette adresse et consultable sur le site www.groupe-bel.com.

NOTE 31 | Événements postérieurs à la clôture

Le 19 mars 2021, le Groupe Bel et le groupe Lactalis ont annoncé leur entrée en négociation exclusive suite à la signature d'une promesse unilatérale d'achat portant sur la cession d'un périmètre comprenant Royal Bel Leerdammer NL, Bel Italia, Bel Deutschland, la marque Leerdammer et tous ses droits attachés, ainsi que Bel Shostka Ukraine, à Lactalis. Ce périmètre serait transféré à Lactalis par Sicopa, filiale détenue à 100 % par Bel, en échange de 1 591 472 actions Bel (représentant 23,16 % du capital) détenues par Lactalis. A l'issue de l'échange, Lactalis détiendrait 0,90 % du capital de Bel.

Cette opération de cession s'inscrit dans la continuité de la stratégie du Groupe Bel engagée dès 2015, qui vise à élargir ses activités au-delà des produits fromagers pour devenir un acteur majeur du snacking sain.

Les termes de cette opération de cession assurent également la préservation des positions établies par Bel en Allemagne, en Italie et en Ukraine grâce à l'adaptation de son modèle de distribution sur place, au travers d'accords commerciaux exclusifs noués avec Lactalis pour assurer la distribution effective des autres marques Bel.

NOTE 32 | États des échéances et des dettes

(en milliers d'euros)	Montant brut	Échéance	
		à 1 an au +	à + de 1 an ^(e)
CRÉANCES			
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	673 028	673 028	
Prêts ^(a)	6 792	656	6 136
Autres	32 816	764	32 052
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	168 244	168 244	
Autres	168 928	168 928	
Charges constatées d'avance	4 563	3 605	958
TOTAL	1 054 371	1 015 225	39 146
DETTES			
Autres emprunts obligataires ^(b)	753 253	6 014	747 239
Emprunts ^(b) et dettes auprès des établissements de crédit ^(c)	21 334	1 334	20 000
Emprunts et dettes financières divers ^{(b) (d)}	266 801	224 533	42 268
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	224 546	224 546	
Dettes fiscales et sociales	55 232	45 969	9 263
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 171	6 171	
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)			
Autres dettes ^{(d) (e)}	550 232	546 396	3 836
Produits constatés d'avance	16 279	16 279	
TOTAL	1 893 848	1 071 242	822 606
(a) Prêts accordés en cours d'exercice	342 661		
Prêts récupérés en cours d'exercice			
(b) Emprunts souscrits en cours d'exercice	277 158		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	211 946		
(c) dont :			
à deux ans au maximum à l'origine	1 334		
à plus de 2 ans à l'origine	20 000		
(d) Dont envers les associés (poste : Autres dettes)	512 461		
(e) Dettes dont l'échéance est à plus de 5 ans	3 836		

(en milliers d'euros)	Montants concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la Sté à un lien de participation
Participations	1 244 570	
Créances rattachées à des participations	672 233	
Autres titres immobilisés	23 296	
Prêts		4
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	87 816	
Autres créances	113 402	
Capital souscrit appelé non versé		
Emprunts et dettes financières divers	133 112	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	95 889	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	512 461	
Produits de participation	115 610	
Autres produits financiers	2 628	
Charges financières	6 753	

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Convention de trésorerie avec la société Unibel

Au 31 décembre 2020 la Société avait reçu une avance de trésorerie de la société Unibel de 63 755 milliers d'euros. Cette avance, rémunérée au taux de l'EONIA majoré de 100 points de base a généré des charges financières comptabilisées dans les charges de l'exercice 2020 de 391 milliers d'euros.

Convention de prestations de services avec la société Unibel

Au titre de cette convention, une charge d'un montant de 5 215 milliers d'euros a été comptabilisée pour l'exercice 2020.

Charges opérationnelles refacturées à Bel SA par les sociétés non consolidées

Pour l'exercice 2020, des charges opérationnelles d'un montant de 13 896 milliers d'euros ont été facturées à Bel SA

Sociétés	Capital ^(a) En milliers de devises	Capitaux propres autres que le capital ^(a)	% Capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société non remboursés	Montant des cautions, avals et lettres d'intention fournis par la Société	Dividende s encaissés par la Société au cours de l'exercice
				Brute	Nette			
I - RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS								
Filiales (plus de 50 % du capital détenu par la Société) :								
Françaises								
Fromageries Picon 2 Allée de Longchamp 92150 Suresnes	600 EUR	2 639 EUR	99,975	5 638	5 638			1 300
Fromageries Bel Production France 2 Allée de Longchamp 92150 Suresnes	48 917 EUR	141 177 EUR	100	132 209	132 209	34 825		5 288
SAS des Fermiers Réunis 2 Allée de Longchamp 92150 Suresnes	7 200 EUR	10 894 EUR	99,848	18 118	18 118			899
Sofico 2 Allée de Longchamp 92150 Suresnes	2 339 EUR	8 988 EUR	99,965	2 376	2 376			1 799
Fromagerie Boursin SAS - Route de St Aquilin 27120 Croisy-sur-Eure	2 825 EUR	18 464 EUR	100,000	23 630	23 630			1 100
Sicopa 2 Allée de Longchamp 92150 Suresnes	591 402 EUR	486 943 EUR	100,000	780 174	780 174			59 929
LVQR Diffusion 2 Allée de Longchamp 92150 Suresnes	50 EUR	403 EUR	100,000	50	50			
Atad 2 Allée de Longchamp 92150 Suresnes	300 EUR	(60 EUR)	100,000	413	378			
Newton Holding 2 Allée de Longchamp 92150 Suresnes	253 168 EUR	283 692 EUR	68,020	196 052	196 052	468 651		
All In Foods 29 Rue Thomas Edison 44 600 Saint Nazaire	100 EUR	(856 436 EUR)	80,000	56 379	56 379	3 708		
Étrangères								
Bel Tunisie - Tunis/Tunisie	3 000 TND	(7 695 TND) ^(b)	99,000	2 053	0			
Bel Syrie - Damas/Syrie	1 045 000 SYP	1 518 008 SYP	99,976	15 660	0			
Bel Algérie SpA - Alger/Algérie	3 318 941 DZD	4 373 668 DZD	99,023	21 170	21 170			3 863
II - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX								
Filiales non reprises au paragraphe I								
a) Filiales françaises (ensemble)				19	19			120
b) Filiales étrangères (ensemble)				8 377	8 377			4 162
Participations non reprises au paragraphe I								
a) Dans des sociétés françaises (ensemble)								
b) Dans des sociétés étrangères (ensemble)								

(a) Données PCG pour les sociétés françaises et IFRS pour les sociétés étrangères.

(b) Donnée 2008.

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES ET TITRES DE PARTICIPATION DÉTENUS

(en milliers d'euros)		Valeur nette au bilan 2020	Valeur nette au bilan 2019
PARTICIPATIONS			
Françaises			
192 475 216	NEWTON HOLDING	196 052	190 300
3 706 666	FROMAGERIES BOURSIN SAS	23 630	23 630
239 635	SAS DES FERMIERS RÉUNIS « SASFR »	18 118	18 118
39 426 801	SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE COMMERCIALE ET DE PARTICIPATION « SICOPA »	780 174	780 174
132 208 521	Fromageries Bel Production France	132 209	132 209
155 865	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ET COMMERCIALE « SOFICO »	2 376	2 376
19 995	FROMAGERIES PICON	5 638	5 638
10 000	ATAD	378	378
999	SOCIÉTÉ DES PRODUITS LAITIERS « SPL »	15	15
3 333	LVQR DIFFUSION	50	50
1 200	All IN FOODS	56 379	
<i>Dont la valeur nette au bilan est inférieure à 15 par catégorie de titres</i>		4	4
		1 215 023	1 152 892
Étrangères			
76 664	Bel EGYPT EXPANSION FOR CHEESE PRODUCTION	7 223	7 223
3 286 512	Bel ALGÉRIE SpA	21 170	21 170
594	Bel TUNISIE		
1 044 745	Bel SYRIE		
10	Bel VIETNAM	1 152	1 152
<i>Dont la valeur nette au bilan est inférieure à 15 par catégorie de titres</i>		2	2
		29 547	29 547
TOTAL PARTICIPATIONS		1 244 570	1 182 439
Autres titres immobilisés			
Français			
37 051	FPCI CAP AGRO-INNOVATION B	3 361	3 635
1 120	SOGAL- SOCAMUEL	17	17
83 793	Bel SA	23 296	23 276
<i>Dont la valeur nette au bilan est inférieure à 15 par catégorie de titres</i>		25	25
		26 699	26 952
Étrangers			
4 790	NEW PROTEIN FUND	4 202	
TOTAL AUTRES TITRES IMMOBILISÉS		30 901	26 952
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		91 039	90 922

RÉSULTATS (ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES) DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (ARTICLES R. 225-81, R. 225-83 & R. 225-102 DU CODE DE COMMERCE)

	2020	2019	2018	2017	2016
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	10 308 503	10 308 503	10 308 503	10 308 503	10 308 503
Nombre des actions ordinaires existantes	6 872 335	6 872 335	6 872 335	6 872 335	6 872 335
II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 323 456 351	1 317 068 112	1 314 188 053	1 317 849 203	1 385 125 072
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	112 165 679	66 840 700	114 668 722	125 036 074 ^(b)	116 860 557
Impôts sur les bénéfices	(1 771 915)	(7 084 961)	(6 015 645)	(18 239 459)	7 654 506
Participation des salariés due au titre de l'exercice	3 474 969	3 675 049	2 053 071	2 246 437	2 885 920
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	91 664 534	93 085 516	92 230 775	133 401 905	101 721 485
Résultat distribué	0	24 053 173 ^{(a)(c)}	34 018 058 ^(a)	48 106 345 ^(a)	67 005 266 ^(a)
III. RÉSULTATS PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	16,09	10,22	17,26	20,52	15,47
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	13,34	13,54	13,42	19,41	14,80
Dividende attribué à chaque action	0	3,50	4,95	7,00	9,75
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1 033	1 000	1 020	1 024	1 005
Montant de la masse salariale de l'exercice	83 871 141	92 957 668	76 417 529	74 201 969	74 300 273
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	39 035 947	38 985 414	38 678 052	38 739 043	38 996 129

(a) Montant théorique car les actions propres détenues par la Société n'ouvrent pas droit au dividende. La somme correspondant aux dividendes non versés de ce fait est affectée au « Report à nouveau ».

(b) Montant modifié par rapport au DDR 2017.

(c) Montant modifié par rapport au DDR 2019 : dans le contexte de l'épidémie du Covid 19, le Conseil d'Administration du 20 avril 2020 a décidé de réduire le montant du dividende proposé par le Conseil d'Administration du 11 mars 2020.